Revue européenne des migrations internationales

vol. 27 - n°1 | 2011

La construction de l'altérité dans l'espace noir atlantique : Etats-Unis - France - Caraïbes - Amérique latine

Yann SCIOLDO-ZÜRCHER, *Devenir Métropolitain. Politique d'intégration et parcours de rapatriés d'Algérie en métropole (1954-2005)*

Yolande Cohen

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/remi/5418>

DOI : 10.4000/remi.5418

ISSN : 1777-5418

Éditeur

Université de Poitiers

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2011

Pagination : 183-188

ISBN : 979-10-90426-00-9

ISSN : 0765-0752

Référence électronique

Yolande Cohen, « Yann SCIOLDO-ZÜRCHER, *Devenir Métropolitain. Politique d'intégration et parcours de rapatriés d'Algérie en métropole (1954-2005)* », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 27 - n°1 | 2011, mis en ligne le 30 août 2011, consulté le 16 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/remi/5418> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/remi.5418>

Ce document a été généré automatiquement le 16 avril 2022.

© Université de Poitiers

Yann SCIOLDO-ZÜRCHER, *Devenir Métropolitain. Politique d'intégration et parcours de rapatriés d'Algérie en métropole (1954-2005)*

Yolande Cohen

RÉFÉRENCE

Yann SCIOLDO-ZÜRCHER, *Devenir Métropolitain. Politique d'intégration et parcours de rapatriés d'Algérie en métropole (1954-2005)*, Paris, EHESS, 2010, 461 p., ISBN : 978-2-7132-2230-6.

- 1 Parti à la recherche d'une histoire de migration peu commune et révélatrice d'un moment crucial de la décolonisation, Yann Scioldo-Zürcher nous offre avec ce livre une analyse extrêmement originale de parcours migratoires complexes. Le déplacement brutal de ces hommes et de ces femmes français d'Algérie, l'organisation de leur rapatriement et de leur intégration par l'État dans les différentes régions de la France métropolitaine ainsi que leur transformation en métropolitains forment la trame de cette enquête. Le dépouillement d'une masse de documents entièrement originaux et leur analyse fine et percutante rendent la lecture de cet ouvrage particulièrement attrayante.
- 2 On y revisite, sous un angle complètement nouveau, l'histoire d'un moment qui fut considéré comme un des pires épisodes du processus de décolonisation qu'a connu la France contemporaine. On y découvre, sous la plume alerte de l'auteur, le récit d'une intégration « réussie » : à la faveur d'une administration française en pleine expansion, près d'un million de rapatriés vont trouver une place (sinon leur place) en France métropolitaine. L'auteur ne se contente pas de renouveler l'histoire de cette période de l'Algérie française, il lui donne une consistance nouvelle en mettant au jour les

perceptions des acteurs eux-mêmes (qui ont fort écrit et parlé tout le temps) et les avis, lettres, circulaires, décrets et lois des responsables militaires, politiques et administratifs qui ont participé à ce qui s'apparentait à un véritable effort de guerre pour rapatrier les Français d'Algérie. En étudiant les trajectoires des nationaux qui deviennent malgré eux des migrants, l'auteur déplace une série de questions centrales pour l'étude des migrations post-coloniales : quel est le nouveau périmètre de la nation ? Quels sont les droits qui y sont attachés et qui peut en bénéficier ? Qui est en charge de leur application et comment faire valoir ces droits, etc.

- 3 Il montre aussi ce qui m'apparaît comme une des contributions majeures de ce livre : l'extension extraordinaire de l'aire d'intervention de l'État-providence français au domaine des migrations, alors même qu'il n'y a pas de discours politique défini sur la question. Sur le modèle des politiques familiales extrêmement généreuses adoptées dès 1946, l'État est désormais à même d'élaborer et de mettre en place avec une minutie et une organisation incomparables et dans un laps de temps limité une politique d'accueil et d'incorporation de centaines de milliers de migrants/nationaux français.
- 4 Cette nouvelle politique marque-t-elle l'extension induite d'une bureaucratie d'État qui s'immisce de plus en plus dans la vie des individus (thèse du contrôle social) ? Ou doit-on voir dans cette politique d'intégration une nouvelle possibilité d'inclusion sociale de citoyens de seconde zone ? Comment se réalise ce processus ? Change-t-il la nature de l'État (État-providence plus conservateur que libéral) et de la citoyenneté ?
- 5 Trois grands moments, qui sont aussi les trois grandes parties du livre, scandent cette analyse. Comment devient-on rapatrié ? Comment l'État français va-t-il gérer cet afflux massif de population qui entre 1958 et 1962 doit être intégrée à la métropole ? Enfin comment par la suite devient-on et vit-on en métropolitain ?
- 6 La première partie du livre, « Devenir rapatrié », magistralement réussie, a sans doute été pour l'auteur l'exercice le plus difficile. Établissant les principaux paramètres d'un processus de décolonisation hâtif, l'auteur campe les principaux acteurs de la tragédie qui se prépare. Incapacité des forces coloniales de faire face aux troubles de plus en plus nombreux, en particulier ceux de l'OAS, usage accru de la violence de la part des mouvements anti-colonialistes (FLN surtout), chacun est sommé de choisir son camp. L'auteur est particulièrement attentif à montrer comment les jeunes et les minorités religieuses (juives essentiellement) sont parmi les premiers touchés dans les différents affrontements qui opposent l'OAS au FLN.
- 7 Durant ces années cruciales de 1958 à 1962, les principaux événements sont présentés de façon à montrer autant les positions des responsables (de l'armée et de la diplomatie françaises en Algérie) que celles des simples citoyens, tentant chacun à sa manière de donner un sens à des événements qui ne semblent pas en avoir.
- 8 Les enquêtes commandées par l'administration française ainsi que les correspondances entretenues avec les individus et familles qui leur adressent leurs requêtes fournissent un matériel exceptionnel pour comprendre l'état d'esprit des gens à ce moment-là. Les situations paradoxales sont nombreuses, et l'auteur explicite bien la position intenable des Français d'Algérie. Coincés qu'ils sont entre leur désir de rester en Algérie et l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de réaliser leur ralliement au FLN, parce que ce dernier définit des principes d'appartenance à la nation algérienne selon des critères ethniques, religieux et culturels, ils se retrouvent exclus désormais de l'Algérie indépendante. Ils ne se sentent pas non plus Français, puisque cette appartenance nationale a été plaquée sur eux par la société coloniale. L'auteur conclut son analyse

par un constat : « La difficulté à remettre en cause l'inégalité fondamentale de la société algérienne fut à l'origine de la disparition de la société coloniale » (p. 90). La société coloniale a-t-elle disparu parce qu'elle n'a pas su réduire les inégalités criantes ? Il est difficile de le savoir.

- 9 De fait, la société algérienne, divisée en clans et groupes distincts, qui entretiennent entre eux des rapports de domination, est établie sur des hiérarchies anciennes et durables (domination des clans, des ordres, des classes, des hommes sur les femmes, des adultes sur les plus jeunes, etc.), que l'ordre colonial a contribué à réorganiser sans les faire disparaître, bien au contraire. Ces divisions, et la hiérarchie qui en découlait, étaient au principe même de la domination coloniale française. Diviser pour mieux régner, telle était la devise du colonisateur ! Alors qui aurait pu tenter de réduire ces inégalités ? Peut-être quelques esprits éclairés, et ceux-là ont certainement failli. La revendication nationalitaire, portée entre autres par le FLN, n'était pas de réduire les inégalités non plus. Les critères très restrictifs d'inclusion à la nation algérienne ont exclu d'emblée tous ceux qui ne pouvaient prétendre partager (en fonction de critères essentialisés, comme l'appartenance ethnique ou religieuse) cette identité nationale en recomposition. Force est de constater que la revendication égalitaire n'était pas à l'ordre du jour de cette révolution plus nationale que prolétarienne... quoi qu'on en ait dit !
- 10 À l'issue de cette partie, on voit bien comment se constitue et se construit l'identification (forcée dans le cas des opposants à l'OAS, volontaire dans le cas des minorités juives en particulier) à la France, à la Patrie et au rapatriement.
- 11 Dans la seconde partie de l'ouvrage, « Rapatrier les Français d'Algérie », se met en place une véritable stratégie qui deviendra une politique et une pratique de l'accueil des rapatriés d'Algérie. L'auteur se demande pourquoi l'État adopte cette politique pour ces derniers et ne l'a pas fait pour leurs prédécesseurs, Français d'Indochine ou d'Égypte ? Il me semble que la périodisation joue ici un rôle essentiel : l'État-providence n'était guère en mesure de penser et encore moins de faire une politique d'accueil de l'ampleur envisagée, avant les années 1950 ; et il ne s'agit pas là que d'une question économique. Si l'assistance aux nationaux en danger fait partie dès après la Seconde Guerre mondiale des prérogatives du quai d'Orsay, l'auteur montre bien que ce sont tous les secteurs de l'État qui vont désormais être mobilisés pour faire face au rapatriement des Français d'Algérie. La volonté politique mais aussi les rouages plus complexes d'un appareil d'État désormais devenu « protecteur » de ses citoyens, partout où ils se trouvent, sont devenus de nouvelles réalités en France dans les années 1950 et 1960. La guerre d'Algérie et la crise de confiance majeure qu'elle déclenche en métropole permettent de tester ces nouvelles procédures d'assistance aux nationaux « en danger ». L'auteur va montrer comment dans le détail de sa pratique se construit ce système, d'une complexité et d'une étendue à peine imaginable : « (le rapatriement) devenait synonyme d'un ensemble d'aides censées faciliter l'intégration sociale, économique et professionnelle des Français d'Outre-mer en métropole et entraîna en parallèle de nouvelles règles administratives » (p. 91).
- 12 La première tâche qui incombe aux services administratifs de l'État est d'établir les modes d'identification des bénéficiaires. Un bureau des rapatriés, qui prendra plusieurs formes et dénominations tout au long de cette période, assurera la coordination nécessaire entre les différents services de l'État. Il devient le centre névralgique du

processus qui consiste à dresser des listes de rapatriés, les organiser, les classer, les orienter, etc.

- 13 Les ministères de tutelle seront en charge des agents du secteur public, leur assurant une continuité d'emploi particulièrement efficace et protectrice. Ainsi les enseignants étaient-ils assurés de retrouver leur grade et fonctions en métropole grâce aux services du ministère de l'Éducation. Même les employés du secteur privé et membres des professions libérales et indépendantes (artisans, commerçants, etc.) recevaient une aide de l'État sous forme de prêts de réinstallation, grâce à une convention signée entre l'État et les institutions financières dès 1957. On le voit, l'État français a commencé à mobiliser toutes ses ressources pour faire face aux premières vagues d'émigration avant même que la guerre n'éclate en Algérie. Il fait de ces ressortissants français des rapatriés migrant dans leur propre pays.
- 14 Il faut savoir gré à l'auteur d'avoir montré la complexité de cette situation qui lui a permis d'éviter l'écueil de ne les voir que comme des Français d'Algérie qui reviennent en métropole. En les mettant au centre de son étude de migration, il met en lumière des processus de division et de séparation ethniques et religieux qui sont constamment à l'œuvre dans la construction des catégories de rapatriés, de migrants et d'immigrants. Car on s'en doute, tous n'ont pas la nationalité française, sésame qui permet d'avoir accès aux bénéfices octroyés par l'État. De fait, une infinité de statuts et de droits continuent de grever des programmes conçus par des services qui ne savent pas comment gérer la diversité des situations particulières.
- 15 Le cas des juifs d'Algérie est particulièrement étudié par l'auteur. Un grand nombre d'entre eux seront, après de longs débats et des pressions nombreuses, intégrés à la nation française, alors qu'ils étaient des autochtones en Algérie, comme leurs coreligionnaires marocains ou tunisiens qui n'ont pas eu cette « chance ». Toutefois, l'État républicain devra établir des règles de droit pour tous, qui, à l'image de la société coloniale, seront adaptables aux multiples catégories qui la composent. Ces processus laissent pourtant entrevoir les logiques qui seront à l'œuvre à chacune des périodes, finissant par dessiner un portrait d'ensemble relativement cohérent.
- 16 Ces délimitations faites entre les nationaux et les autres (Algériens autochtones), il reste à savoir comment procéder à la distribution des rétributions et à établir la nature de ces octrois : allocations, indemnisations, réparations ? Il est intéressant de noter que le modèle des politiques publiques déjà utilisées pour les politiques familiales en particulier sera repris et aménagé : il s'agit alors d'allocations qui seront octroyées au nom de la solidarité nationale plutôt que de réparations qui pourraient ouvrir sur des indemnisations dont le coût serait astronomique.
- 17 Plutôt que d'arbitrer entre les différentes demandes des organisations de rapatriés, l'État va recourir à la solution bureaucratique qui s'avère extrêmement efficace. Ainsi, une série de circulaires, ordonnances, décrets et lois édictent au fur et à mesure les solutions qui sont imaginées par les différents services en charge du rapatriement. Au départ, le principe de base de l'administration est de faciliter l'intégration par le travail. Pour les inactifs, un système de retraite identique à celui dont ils bénéficiaient en Algérie va être organisé, non sans mal. Mais ces solutions qui conviennent pour gérer des petits nombres de personnes ne conviennent plus quand il s'agit de flux migratoires importants. L'administration opte alors pour une allocation mensuelle de subsistance aux rapatriés (décret du 10 mars 1962). Dès lors, on assiste à une véritable mobilisation des services de l'État pour organiser la prise en charge des rapatriés. On

imagine une solution de continuité entre l'administration coloniale et l'administration métropolitaine pour assurer aux agents une place qui corresponde à leur statut et fonction. L'État donne l'exemple pour que les entreprises privées s'engagent à leur tour à intégrer les rapatriés en leur sein. Des conventions spécifiques sont signées avec les grandes entreprises, la RATP, la Banque de France, la SNCF, etc. pour intégrer les agents qui travaillaient en Algérie. Bref, la mobilisation est totale et la réussite du plan d'intégration, si elle se mesure aux efforts fournis par l'État, est complète. Certes, l'auteur nous montre bien les requêtes restées sans lendemains, les plaintes des familles qui se retrouvent sans aide, mais rien de comparable à la propagande qui fut celle de certaines organisations de rapatriés qui auraient voulu de l'État français une indemnisation pleine et entière pour les terres et propriétés qu'ils ont laissées en Algérie !

- 18 En fait, l'auteur nous montre que l'histoire de ce rapatriement dépend aussi des périodes pendant lesquelles elles ont lieu. Car le mouvement de migration, inexorable, n'est pas linéaire. Dans le chapitre trois, intitulé sobrement « Quitter l'Algérie », l'auteur montre que les migrations des Français en Algérie avaient commencé à la fin de la Seconde Guerre mondiale, par des migrations internes, des ruraux vers les centres urbains (surtout les Juifs). Puis, les départs définitifs d'Algérie commencent et deviennent importants à partir de 1960. Entre 1960 et 1961, le grand repli a lieu avec le départ de 164 000 individus durant cette seule année (sur le million de Français d'Algérie recensés au 1^{er} juin 1960). Leur accueil fut désastreux : surprise par le nombre de migrants à recevoir d'un seul coup, l'administration est prise de court et ne peut y faire face. Ces derniers doivent alors se confronter à des dédales administratifs insupportables et à l'absence de secours efficace pour se reloger ou trouver du travail à leur arrivée en métropole. Mais l'arrivée de 610 000 personnes en 1962 contraint l'État et l'opinion française à changer d'attitude à leur égard. L'Algérie indépendante, et les premiers gouvernements Ben Bella et Houari Boumedienne rejettent les Français hors d'Algérie. Coloniaux mais pas tous partisans de l'Algérie française et de l'OAS, les Français d'Algérie n'ont plus d'autre solution que de partir. Ils deviennent des nationaux à secourir, des victimes du conflit sanglant qui désormais ravage le pays. L'État débloque 250 milliards de francs pour les aider à se réintégrer en France. Dès lors, une véritable politique de rapatriement sera mise en place qui vise tous les aspects de la vie de ces milliers de personnes de toutes les catégories sociales qui affluent en métropole.
- 19 Ce qui conduit YSZ à constater que « lorsque l'État français a décidé d'intégrer des migrants, certes français et citoyens, mais migrants malgré tout, il savait mettre en place un arsenal législatif et associer l'entier pays à cette tâche novatrice » (p 158). Cette capacité nous semble relever des nouvelles prérogatives dont s'est doté l'État-providence français à la faveur de la guerre, qui nous semble bien plus importante encore que celles qu'il avait comme État Nation volant au secours de ses citoyens. Autrement dit, l'administration publique est à même d'anticiper l'aide à fournir aux rapatriés, établissant ainsi le périmètre précis de l'intervention de l'État, alors même que les appareils politiques s'affrontent sur les politiques à adopter. Établie sur l'étude détaillée des circulaires ministérielles, ordonnances et autres textes législatifs, l'analyse réalisée par YSZ montre bien ce processus dès ses débuts.
- 20 Entamé dès 1957 de façon certes un peu brouillonne, le processus d'intégration des rapatriés va se déployer de façon systématique comme une politique de l'État

engageant tous ses rouages à partir de 1962. C'est dans la seconde partie de l'ouvrage que l'auteur nous fait comprendre l'ampleur de la logistique mise en œuvre. Il traque également la diversité des situations vécues par les rapatriés et leurs réactions face aux aides qui leur sont proposées par l'État. Le rôle des associations de rapatriés et de secours aux réfugiés (tels la CIMADE, les centres d'hébergement, etc.), qui fut central dans la sensibilisation de la population métropolitaine aux problèmes des rapatriés, est relégué par l'État à un rôle secondaire : « toutes les associations qui n'aidaient pas le gouvernement dans une tâche de soutien aux personnels administratifs voyaient leur offre de concours refusé catégoriquement » (p 167). L'État se pense comme le maître d'œuvre de l'organisation des secours qui veut garder toutes les prérogatives en son sein et sous son étroit contrôle. Ce fonctionnement typique des États-providence conservateurs ou dirigistes confirme l'orientation prise par l'État français, qui laisse peu de place aux organismes de la société civile.

- 21 L'organisation du transit et de la relocalisation des rapatriés est l'objet de multiples mesures et négociations directes entre l'administration et les individus. Que ce soit dans les centres d'hébergement ou dans des hôtels spécialement réservés pour les accueillir, l'administration doit inventer de nouvelles pratiques, comme la décentralisation par exemple ; ainsi les décisions vont être renvoyées aux préfetures dans le midi et la région parisienne, qui sont particulièrement touchées par l'afflux de ces populations. De l'étude quantitative et qualitative des dossiers nominatifs qui ont été dressés à cette occasion, il ressort une nette transformation dans la conception que les uns et les autres se font de ces aides. Certes discrétionnaire, le pouvoir de l'État est aussi moralisateur, contrôlant étroitement la sexualité des rapatriés en particulier. Mais on voit aussi comment les rapatriés en viennent à concevoir ces aides comme des droits plutôt que comme des aides providentielles et ponctuelles. À cet État maternel s'ajoute un État entrepreneur, soucieux de la relance économique. Véritable manne, le rapatriement signifie aussi la mise en chantier d'un vaste programme de construction de logement social (HLM à Sarcelles par exemple), de prêt à la construction, de promotion du logement privé, d'accès à la propriété, etc.
- 22 Avec l'accueil, la politique de logement, l'emploi constitue le troisième grand volet de la politique d'intégration de l'État. Là encore, on voit la solution de continuité qui sera appliquée à tous les secteurs d'emploi, et le succès de l'intégration des agents de la fonction publique en particulier. L'auteur utilise une double approche pour analyser l'impact de toutes ces mesures sur les bénéficiaires. Cette méthode consiste à croiser les données compilées dans les multiples circulaires, ordonnances, décrets et autres mesures prises par l'État avec les trajectoires, lettres et enquêtes d'opinion pour apprécier la réception et l'application de ces politiques sur le terrain. C'est ce qui lui permet de littéralement mesurer l'efficacité de ces politiques, de mieux évaluer les interactions qui existaient entre le gouvernement et les rapatriés et de montrer ce que ces politiques ont signifié dans la vraie vie de ces derniers. Il en conclut qu'elles étaient très efficaces grâce à la mobilisation de l'énorme machine bureaucratique de l'État plutôt que malgré elle.
- 23 La troisième partie du livre, consacrée à l'analyse des processus qui conduisent les rapatriés à devenir des métropolitains, permet de clore l'étude du cycle migratoire : ces Français d'Algérie qui sont devenus en très peu de temps des rapatriés doivent désormais se penser comme métropolitains. C'est un processus qui sera plus long et qui implique davantage la capacité d'agir des individus (*agency*) pour se redéfinir une

nouvelle identité sociale (Pied noir ?). L'État, qui fait face à une véritable fronde, veut éviter de voir la guerre d'Algérie se transposer sur son territoire. Après maints débats houleux, il finira par adopter une politique d'indemnisation des victimes de cette guerre avec la loi du 15 juillet 1970 qui prévoit une enveloppe de 500 millions par an pendant dix ans. Mais les blessures sont profondes et la mémoire de cette guerre va continuellement ressurgir, et le principe des indemnisations évoluera pour devenir une question de réparation morale. En même temps, la question de la mémoire de la colonisation va être effacée sous la mémoire victimaire forgée par les associations des Français d'Algérie, effaçant du même coup les efforts déployés pour les intégrer. Le Pied-Noir est né, prenant corps et forme dans les chansons d'Enrico Macias par exemple et des humoristes et artistes issus des migrations maghrébines.

- 24 Aveugles et dans le déni des volontés d'autonomie des Algériens, les Français d'Algérie qui ont été volontairement et involontairement les principaux acteurs de la colonisation française se trouvent soudain plongés dans un conflit sanglant et dans les affres d'une migration/déplacement en masse. Yann Scioldo-Zürcher a su montrer comment ce renversement brusque de situation a plongé ces populations dans une redéfinition majeure de leur identité sociale. Il est conscient que leur condition de migrant est partielle, car « étant membres à part entière de la nation française et bénéficiant à ce titre de sa solidarité », ces Français rapatriés allaient être « émancipés de leur condition de migrants » grâce à la politique d'intégration de l'État. Cette nuance est très importante, car bien sûr, pour eux le drame des papiers qui conditionne l'essentiel de la vie de l'immigrant dans son nouveau pays d'accueil n'existe pas. Au contraire, ils sont dans une position où non seulement l'État se sent redevable à leur égard, mais aussi où ils vont acquérir les mêmes droits que les autres citoyens, après s'être sentis longtemps comme des citoyens de seconde zone.
- 25 Cette histoire montre l'importance des différents régimes de citoyenneté établis par l'État-providence français qui se construit et se développe à la faveur de la décolonisation. Cet ouvrage nous montre aussi comment ce périmètre est délimité aux nationaux qui partagent la même langue, la même religion et la même origine ethnique (les juifs d'Algérie n'y étant que partiellement intégrés). On y voit l'étendue de ses sphères d'intervention et sa capacité à mobiliser toutes les ressources des politiques publiques pour la réalisation de sa politique d'intégration. Remarquable récit d'une migration relativement bien réussie, cet ouvrage montre clairement ce qu'un État peut faire quand il s'en donne les moyens.

AUTEURS

YOLANDE COHEN

Historienne, Université du Québec à Montréal